

Rencontre des syndicats avec Fabrice Fries

Communiqué intersyndical

Les organisations syndicales de l'AFP ont été reçues à leur demande jeudi 9 novembre par la direction représentée par le PDG, la directrice générale et la directrice de l'information.

Le PDG a annoncé que l'AFP, qui n'est pas un opérateur public, n'était finalement pas éligible au Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP). Il pense que l'Etat soutiendra tout de même l'agence via des « mécanismes plus classiques » et qu'il y aura une réponse rapide, idéalement avant le prochain conseil d'administration (le 18 décembre), certainement avant la fin de l'année.

Cela pourrait être la compensation à 100% de l'enveloppe de la mission d'intérêt général (MIG), avec effet rétroactif. Cela ne sera pas nécessairement à hauteur des 17 millions d'euros demandés. Concernant le contrat d'objectifs et de moyens (COM) 2019-2023, le PDG a indiqué que les discussions avec l'Etat n'avaient pas encore débuté.

Malgré l'échec de la démarche auprès du FTAP et les incertitudes sur les nouveaux « mécanismes » pour obtenir des aides de l'Etat, Fabrice Fries refuse de retirer son plan de réduction des effectifs : l'Agence doit contenir ses coûts et donc nécessairement faire 14 millions d'euros d'économies « par tous les moyens possibles », dit-il. Ce plan concernera l'ensemble du personnel basé en France et à l'étranger. Le chiffre annoncé de 125 suppressions de postes « n'est pas gravé dans le marbre » car « si l'on peut faire moins, tant mieux ». La directrice générale a précisé que l'effet noria (économies réalisées en remplaçant des salariés anciens par des jeunes) évoqué par les organisations syndicales était une partie de la solution mais que cela ne serait pas suffisant. Elle a ajouté que ce plan de transformation ne pourrait pas se faire sans une réorganisation des services de l'Agence.

Le PDG demande aux organisations syndicales de faire des propositions, autres que la réduction d'effectifs, pour arriver à ces 14 millions d'euros d'économies.

La réduction des congés payés a été évoquée, et sur ce point le PDG a précisé que si cela se faisait, il y aurait une compensation financière. Il reviendra début décembre vers les organisations syndicales avec des propositions de changements d'organisation et d'autres pistes d'économies.

Les organisations syndicales prennent note que le PDG, jeudi lors de cette rencontre et vendredi dans un communiqué publié sur Aurore, affiche de la souplesse quant aux modes de réalisation des économies qu'il juge nécessaires. Les organisations syndicales considèrent que cette concession répond en partie à leur demande de retrait du plan de suppression de 125 postes.

Les organisations syndicales refusent toutefois de se prononcer sur un montant d'économies avant la conclusion des négociations sur le COM. Après les efforts importants déjà consentis par les salariés de l'Agence, il est inacceptable que notre direction commence ces négociations avec l'Etat avec une proposition de réduction (en données réelles après inflation) de la MIG. L'Etat doit payer le juste prix d'une information mondiale de qualité, après avoir trop longtemps sous-compensé la mission de l'AFP.

Paris, le 12 novembre 2018